

Jeux de pistes

Le Conseil économique et social se penche sur l'avenir des secteurs financier et industriel

Dans son avis, le CES creuse un sillon déjà tracé par d'autres. Sans pessimisme intempestif.

L'avis du CES – qui constitue le premier volet d'une série qui dressera les perspectives de l'économie secteur par secteur à moyen et long terme dans une optique de durabilité – ne réinvente pas la roue.

L'état des lieux rendu sur les secteurs financier et industriel ainsi que sur les enjeux inhérents à ces deux secteurs reprend ce qui se constate et se commente dans d'autres enceintes.

Quant aux pistes à explorer, elles sont également très consensuelles.

Pour le secteur financier – soumis à la pression réglementaire et à la fin du secret bancaire et quelque part à la croisée des chemins – de manière générale, le CES estime que «les efforts de promotion de la Place financière ne sont pas en relation avec l'importance du secteur, surtout au vu des développements possibles à l'avenir. Il serait d'ailleurs souhaitable de mieux faire connaître le secteur financier et plus particulièrement l'industrie des fonds du Luxembourg, y compris au Grand-Duché lui-même».

Et d'éviter toute atteinte à l'image, notamment en matière de protection des investisseurs. Un sujet chaud si on se réfère aux attaques répétées de Protinvest et à l'étiquette de paradis fiscal qui continue à être accolée au Luxembourg.

Suite à la disparition du secret bancaire et à l'évolution du modèle d'affaires de la banque privée, le CES plaide – et il étend ce raisonnement à l'assurance-vie opérant en libre prestation de services – pour que l'expertise existant en matière d'ingénierie financière et de structuration patrimoniale soit consolidée et adaptée à une clientèle sophistiquée et bien informée.

«Dans un contexte de concurrence accrue et de possibilités de développement restreintes, la Place financière du Luxembourg se doit d'élaborer une stratégie de rétention de clients en Europe, ainsi que de diversifier sa clientèle en dehors de l'UE», poursuit le CES. Les sages insistent également sur la poursuite de la stratégie de niche (renminbi, finance islamique, microfinance, écotéchnologies, etc.) La question de la main-d'œuvre se pose également. La formation initiale et continue de cette dernière apparaît incontournable. «La création d'un pool emploi pour le secteur peut aussi aider à gérer les restructurations et couvrir les nouveaux besoins en main-d'œuvre», avance le CES.

Du côté des fonds d'investissement, les opportunités de la directive AIFM sont soulignées et de grands espoirs sont mis sur l'onshorisation des fonds off-shore. Et le CES souligne qu'afin «d'éviter que des services de back office soient exportés dans des pays meilleur marché, le Luxembourg devra renforcer sa valeur ajoutée et étendre ses activités dans la chaîne de valeur, notamment dans le middle office». Le Conseil insiste également sur la



«Tant dans le secteur de la finance que dans celui de l'industrie, la formation constitue un sujet central des actions politiques à mener»

promotion sur la Place d'une culture de l'innovation et sur la création d'un cadre propice, où les acteurs les plus divers peuvent se rencontrer et créer des projets communs. Un rapprochement avec le secteur ICT est ici fortement souhaité.

Enfin, il invite l'actuel gouvernement à continuer la politique de prospection d'acteurs majeurs comme les banques chinoises.

Industriellement vôtre

Si la Place semble être sur de bons rails, du côté de l'industrie, l'heure est à la stagnation. voire à la régression si on considère l'emploi stable en valeur absolue depuis 2000 à 37.000 postes mais en net recul en valeur relative, la part de l'emploi industriel par rapport à l'emploi global étant passé de 13,6% à 9,6%.

Afin de soutenir l'industrie, le CES recommande, en l'absence de moyens financiers propres suffisamment élevés – l'industrie luxembourgeoise étant fortement consommatrice de capitaux propres –, d'améliorer l'accès aux financements externes (crédits, prises de participations, capital risque) et aux instruments de soutien étatiques – le CES lance notamment un appel pour rapidement démarrer le Luxembourg Future Fund, annoncé par le gouvernement en 2012. Le Conseil déclare également que «le cadre réglementaire impactant l'activité industrielle devrait être prévisible».

En matière de politique énergétique, le CES plaide pour «une politique à double voie: d'une part, assurer des approvisionnements énergétiques appropriés aux industries assez ou très intensives, qui représentent presque 75% de l'emploi ou de la VAB, et d'autre part pousser les efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique, qui pourraient influencer la structure de consommation énergétique de l'industrie à moyen et long terme». Sans pénaliser les entreprises, notamment via les objectifs de réduction des émissions souvent jugés inadaptes aux réalités de l'industrie locale.

Tout comme pour le secteur financier, la question de la qualification de la main-d'œuvre et de la

politique de formation est jugée primordiale.

Le CES veut faciliter l'accès à la qualification pour les salariés non qualifiés – notamment via des périodes de professionnalisation ou la création de centres sectoriels de formation –, promouvoir la validation des acquis de l'expérience et élargir l'offre en matière de formation industrielle.

Autre vecteur important de la politique industrielle nationale: la promotion du commerce extérieur qui, elle aussi, doit être renforcée, eu égard notamment à l'exiguïté du marché intérieur.

En matière de recherche et de développement, le CES estime «que l'État doit continuer à soutenir les efforts de RDI au niveau des entreprises par les régimes d'aides et

mesures définies par la loi relative à la promotion de la RDI et inciter les entreprises à investir davantage dans la RDI».

Le CES encourage également les partenariats publics-privés en la matière et souhaiterait une meilleure valorisation des résultats de la recherche via l'installation d'une «structure appropriée».

MARC FASSONE

Déi nei autorevue.
Elo an ärem
Zeitungsbutték

👍

Entdecken Sie jetzt, was bei der neuen autorevue alles unter der Haube steckt. Jeden Monat Testberichte, News und Lifestyle rund ums Auto, Sonderseiten zu Automobilsport und Klassik, sowie ein umfangreicher Serviceteil mit der aktuellen Preisliste aller Marken und Modelle.

autorevue

Alles ronderem den Auto.